

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

**Représenté par :** Monsieur le Directeur du GHU AP-PH. NORD – Université Paris Cité

### **Lieux d'exécution**

**Hôpital Saint-Louis**  
1, avenue Claude Vellefaux  
75475 Paris cedex 10

**Hôpital Lariboisière**  
2, rue Ambroise Paré  
75475 Paris cedex 10

**Hôpital Fernand Widal**  
200, rue du Faubourg Saint-Denis  
75475 Paris cedex 10

**Hôpital Robert Debré**  
48 boulevard Sérurier  
75935 Paris cedex 19

**Hôpital Bichat**  
46, rue Huchard  
75018 Paris

**Hôpital Beaujon**  
100 bd du général Leclerc  
92110 Clichy

**Hôpital L. MOURIER**  
178, rue des Renouillers  
92700 Colombes

**Hôpital Bretonneau**  
23 rue Joseph de Maistre  
75885 PARIS cedex 18

**ARTICLE 1 – OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ****1.1. Objet**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché relatif à la **Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux (Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier, R. Debré, Saint-Louis)**, du Groupe Hospitalier APHP Nord, établissements du GHU AP-HP. Nord – Université de Paris.

**1.2. Type et montant**

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2.1, R2131-16 à R2131-18 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché prend par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 du code de la commande publique).

En l'espèce, le marché se compose de :

- une partie forfaitaire relative à la réalisation de prestations de **maintenances préventive et évolutive mineure**
- une partie à bons de commande (hors forfait) afférente aux **maintenances corrective, évolutive majeure** ainsi que la réalisation de « petits travaux »

Le montant maximum de dépenses couvertes par bons de commande est fixé à 6 000 000 € HT sur l'ensemble de la durée du marché, conformément à l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique.

**1.3. Durée**

L'accord cadre sera conclu à compter de sa date de notification (conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique) pour une durée d'1an assortie d'une possibilité de reconduction tacite à 3 reprises à la date anniversaire de l'accord-cadre pour une durée d'un an chaque fois, soit une durée maximum de **4 ans**.

**En cas de non reconduction, l'Acheteur** informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

L'accord-cadre sera résiliable à chaque échéance annuelle sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris.

Dans le cas où l'acheteur déciderait de procéder à la résiliation, elle le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

**ARTICLE 2 – DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ****2.1. Allotissement**

L'acheteur décide de ne pas allotir conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

**2.2. Tranches**

Sans tranche.

**2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

**2.4. Variante**

Les variantes ne sont pas autorisées.

**ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS****3.1. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement de l'accord-cadre et son annexe financière dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les bons de commande passés en cours d'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

**3.2. Certificats**

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

**ARTICLE 4 – COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE****4.1. Cotraitance**

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

**4.2. Sous-traitance**

La situation des sous-traitants est régie par l'article L2193-1 et -3 -8 -9 du code de la commande publique, les articles R2142-19 à -27, R2191-3 à 18, R2191-45 -54 -56 -57 et R2193 du code de la commande publique et les articles 3.5, 3.6 et 12 du CCAG FCS

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne le délai maximal d'intervention.

### **Bons de commandes**

Les prestations feront l'objet de bons de commande prévisionnels adressés au titulaire par télécopie ou mail par le représentant de l'Acheteur.

Seuls les bons de commande prévisionnels signés par le représentant dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Tout bon de commande prévisionnel (quantité, qualité) peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures.

Chaque bon de commande sera numéroté et précisera :

- la nature des prestations à réalisées ;
- les modalités de réalisation (lieux, horaires, contraintes, ...)
- les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- la référence du marché.

## **ARTICLE 6 – RECEPTION DES PRESTATIONS**

Le représentant de l'Acheteur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre. Ces opérations se déroulent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS et précèdent l'admission de la prestation.

L'admission de la prestation se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Néanmoins, par dérogation de l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission de la prestation courante se matérialise par la somme des rapports d'intervention transmis par le prestataire durant le mois écoulé ; tandis que l'admission des prestations relatives aux bons de commandes ponctuels se matérialise par le contreseing d'un rapport d'intervention et prend effet quinze jours après son édition à condition que le représentant du pouvoir adjudicateur n'ait pas émis de réserve durant ce laps de temps.

## **ARTICLE 7 – GARANTIES**

Le régime des garanties est précisé par l'article 33 du CCAG-FCS. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

## **ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX**

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord cadre sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

Ainsi, le contrat est rémunéré soit à :

- Prix forfaitaire rémunérant la prestation forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

- Prix unitaires (main d'œuvre, déplacements et pièces) figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière à l'Acte d'engagement.

Le candidat proposera par ailleurs, un coefficient de revente ou de remise pour les pièces détachées, équipements ou accessoires, relatifs aux prestations ne figurant pas au bordereau des prix unitaires.

### 8.1. Composition des prix

Les **prix forfaitaires** comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe à l'Acheteur.

Les **prix unitaires** sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

- Le prix unitaire des déplacements inclut l'ensemble des frais afférents au déplacement des agents du titulaire ;
- Le prix unitaire relatif à l'heure de main d'œuvre inclut l'ensemble desdits coûts de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds ;
- Le prix unitaire relatif à un équipement ou à un consommable comprend l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la manutention jusqu'au lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels installations, essais, formations... de sorte que les prix unitaires proposés par le titulaire au sein de l'annexe financière puissent être considérés comme des prix plafonds.
- La remise ou le coefficient de revente relatif aux pièces détachées et équipements ou accessoires s'appliquent au catalogue du titulaire ou à défaut au prix d'acquisition desdits matériels. Ce coefficient ou cette remise impliqueront la prise en compte de l'ensemble des frais annexes, notamment ceux afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à l'installation sur le lieu de la prestation ainsi qu'aux éventuels essais, formations, ... sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe voire une augmentation du coefficient ou une diminution de la remise au pouvoir adjudicateur

### 8.2. Variation des prix

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions suivantes :

- Les prestations forfaitaires sont révisables chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement). La formule de révision est établie à partir de l'indice relatif au coût horaire du travail au sein des industries mécaniques et électriques (ICHT-IME) selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.2 + (0.8 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_o)]$$

Dans laquelle :


P = nouveau prix

P<sub>o</sub> = prix initial du marché

ICHT-IME<sub>o</sub> = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'Engagement

ICHT-IME = valeur du même indice à la date anniversaire du marché.

- Les prix des fournitures et temps de main d'œuvre facturables à prix unitaires dans le cadre des prestations hors forfait (part à bons de commande) sont révisables dans les mêmes conditions.
- Le taux de remise ou le coefficient de revente resteront en revanche fermes et non révisables sur l'ensemble de la période couverte par le marché.

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier APHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024  Page 6 sur 14  Consultation GH 001 2025
--	--	---

#### Clause butoir :

La révision de prix est assortie d'une clause butoir fixée à 5%.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché).

L'Acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à une demande de révision des prix qui serait hors délai.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Les prix ainsi révisés resteront fermes jusqu'à application d'une nouvelle révision.

#### Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 %, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

*En cas de circonstances imprévisibles et exceptionnelles entraînant une augmentation supérieure à 5%, le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur toutes pièces utiles justifiant les variations économiques subies.*

*Une négociation pourra alors être engagée et un avenant pourra être conclu.*

### **8.3. Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

## **ARTICLE 9 – AVANCE – FACTURATION – REGLEMENT DES PRESTATIONS**

### **9.1. Avance facultative**

Conformément au Code la Commande Publique, le titulaire et ses sous-traitants peuvent demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7, R2191-9, R2193-10, R2193-17 à R2193-21 dudit code.


Le taux de l'avance est fixé à 5% et son assiette ne concerne que la partie forfaitaire non sous-traitée et exclue la partie à bons de commande.

Aussi, le titulaire pourra demander une avance pour toute commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

Le remboursement de l'avance faite au titre du forfait sera réalisé lors du règlement afférent au premier semestre.

Le remboursement de l'avance faite au titre des commandes sus-citées sera réalisé lors du premier règlement.

Le titulaire qui peut et souhaite obtenir une avance supérieure à 50 000 € est tenu de constituer au préalable une garantie à première demande ou de présenter une caution personnelle et solidaire du montant exact de l'avance.

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sureté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier APHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024 Page 7 sur 14 Consultation GH 001 2025
--	--	---

## 9.2. Facturation et règlement

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

La facturation sera effectuée après l'admission de la prestation telle que définie ci-avant.

Les factures afférentes au paiement doivent être établies :

- annuellement et à terme échu pour ce qui concerne la partie forfaitaire ;
- et à réception de chaque prestation pour ce qui concerne la partie à bons de commande.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de préciser que l'Acheteur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478.

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

### **Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.**

Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- une copie du bon d'intervention ;
- le montant hors taxe de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la formule de révision des prix.
- la date de facturation.

## 9.3. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

**ARTICLE 10 – CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ****10.1. Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler la conformité des prestations aux exigences du marché; à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations par le titulaire.

**10.2. Suivi du marché**

Toute non-conformité observée dans la réalisation des prestations ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, l'Acheteur pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

**10.3. Modifications du marché public**

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'Acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'Acheteur par LRAR.

**10.4. Réalisation de prestations complémentaires**

L'acheteur pourra, négocier avec le titulaire sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

**10.5. Transfert d'activité**

Le titulaire s'engage à informer l'Acheteur sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, ...) de changement de coordonnées bancaires ou postales, de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le titulaire s'engage à en informer l'Acheteur.

Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.



**ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux exigences du cahier des charges, il s'engage en outre à ne pas interrompre la réalisation de prestations.

**11.1. Respect des principes de laïcité et de neutralité**

1. Le présent contrat prévoit que le titulaire du marché participe de l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

3. Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Cellule des marchés – 2, avenue C. VELLEFAUX, 75010 Paris Téléphone : 01 42 38 51 08.


Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

4. Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans un délai qui lui est prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier APHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024  Page 10 sur 14  Consultation GH 001 2025
--	--	--

risques ;

- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de cent euro (100 euros) par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

### 11.2. Diffusion de la documentation

Le candidat retenu doit fournir sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

### 11.3. Secret professionnel - Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

### 11.4. Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### 11.5. Grèves

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au (à adapter à l'objet du marché) en accord avec la personne publique.**


En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

### 11.6. Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier AHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024  Page 11 sur 14  Consultation GH 001 2025
--	---	--

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

## ARTICLE 12 – ASSURANCES

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé dans le cadre de la réalisation des prestations de l'accord-cadre, au personnel des Hôpitaux concernés par l'objet du marché, aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- De ses fournitures et de ses prestations.

A ce titre, le titulaire devra, justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.


**Il est précisé, en outre, que la prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise par le titulaire, à l'Acheteur, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance des prestations, objet de l'accord-cadre.**

## ARTICLE 13 – PENALITES


### 13.1. Pénalités de retard et d'indisponibilité

Les pénalités applicables au marché sont à la discrétion du pouvoir adjudicateur au vu du contexte afférent à la situation permettant leur application. Celles-ci sont définies comme suit :

Description	Pénalité
<b>Sous-traitance</b> Recours à la sous-traitance sans la remise préalable du dossier de « sous-traitance » ou sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.	Cinq mille (5 000) €HT par constat.
<b>Interventions programmées</b> Retard dans l'exécution d'une intervention programmée par rapport au planning prévisionnel ou à une date fixée avec le pouvoir adjudicateur. Non réalisation à l'heure ou au jour prévu.	<u>Intervention ponctuelle</u> : Cinq cents (500) €HT par non réalisation.
	<u>Intervention semestrielle</u> : Deux cents (200) €HT par jour calendaire de retard au-delà d'une (1) semaine.
	<u>Intervention annuelle</u> : Trois cents (300) €HT par jour calendaire de retard au-delà de quinze (15) jours.
<b>Non-respect d'un délai d'exécution</b> En cas de non-respect du délai d'exécution stipulé dans le marché, un ordre de service ou un bon de commande.	Cent (100) €HT par jour ouvré de retard.
<b>Dépassement des délais de dépannage, de remise en état définitive</b>	<b>Délais de dépannage</b> : Cent (100) €HT par heure entière de retard et

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier APHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024  Page 12 sur 14  Consultation GH 001 2025
--	--	--

Description	Pénalité
En cas de dépassement des délais contractuels de dépannage, de remise en état définitive.	par défaillance. <b>Délais de remise en état définitive :</b> Cinquante (50) €HT par jour entier de retard et par défaillance.
<b>Répétition de défaillance sur un équipement ou une fonction</b> A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux mois qui suivent une intervention de maintenance préventive ou corrective.	Deux cents (200) €HT pour chaque nouvelle défaillance.
<b>Dysfonctionnement mise à jour logicielle</b> Non-respect des règles d'intervention : étude d'impact, mode opératoire détaillant les essais prévus	Cinq cents (500) €HT par défaillance constatée.
<b>Délai de remise de devis</b> En cas de dépassement du délai de remise de devis.	Cent (100) €HT par jour ouvré de retard.
<b>Délai de mise à jour de devis</b> En cas de dépassement du délai pour la correction ou la mise à jour de devis.	Cent (100) €HT par jour ouvré de retard.
<b>Absence à une réunion programmée</b> Absence du représentant du titulaire à une réunion programmée sans avoir averti le pouvoir adjudicateur préalablement.	Cent (100) €HT par personne et par retard ou absence.
<b>Documents/Délais</b> Non remise d'un document prévu au marché dans les 10 jours suivant le fait générateur.	Deux cents (200) €HT par document et par jour calendrier de retard.
<b>Tenue vestimentaire</b> Non-respect de la tenue vestimentaire. (Tenue négligée, absence de badge...).	Cinquante (50) €HT par défaillance constatée.
<b>Locaux et surfaces</b> Utilisation de locaux sans accord du pouvoir adjudicateur. Dégradation des locaux.	Deux cents (200) €HT par constat.
<b>Non restitution des documents à la fin du marché</b> En cas de non restitution à la fin du marché des documents au pouvoir adjudicateur mis à la disposition du titulaire.	Cinq pour cent (5%) du montant annuel forfaitaire de la dernière année du marché.
<b>Respect des règles de sécurité</b> Non-respect des consignes générales d'hygiène et de sécurité.	Cinq cents (500) €HT par constat.
<b>Relations avec les autres prestataires</b> Non-respect de la collaboration avec les autres prestataires du pouvoir adjudicateur. (Non-assistance, non accompagnement, non transmission d'information, absence à une intervention commune...)	Trois cents (300) €HT par défaillance constatée.
<b>Délai de remise en état</b> Supérieur à 7 jours calendaires.	Deux cents (200) €HT par jour jusqu'à remise en état définitive.
<b>Interventions Maintenance préventive</b> Planning proposé par le prestataire non respecté	Deux cents (200) €HT par constat.
<b>Incident dû à une mauvaise manipulation</b> Compartimentage ou évacuation intempestive.	Deux cents (200) €HT par mauvaise manipulation.

 <b>AP-HP. Nord Université Paris Cité</b>	<b>Maintenance des installations de sûreté des Hôpitaux du Groupe Hospitalier APHP Nord</b>  Procédure : AOO	Date : déc. 2024  Page 13 sur 14  Consultation GH 001 2025
--	--	--

Description	Pénalité
<b>Documents et informations</b>  Non fourniture ou informations erronées. (Renseignement incorrect sur fiche, mauvais suivi carnets de bords, retard dans transmission de document).	Deux cents (200) €HT par non fourniture ou par information erronée.
<b>Détérioration ou perte des plans DOE</b>  Absence ou perte.	Deux cents (200) €HT par document.
<b>Retard lors de la remise des rapports de visite et des devis correctifs</b>  Délai d'un mois à partir de la fin de la visite de maintenance dépassé.	Deux cents (200) €HT par jour de retard.
<b>Retard lors de la remise des DOE suite à une opération de travaux</b>  Délai d'un mois à partir de la fin des travaux.	Trois cents (300) €HT par jour de retard.
<b>Retard lors de la mise à jour des DOE suite à une opération de maintenance / petits travaux</b>  Délai d'un mois à partir de la fin des modifications.	Trois cents (300) €HT par jour de retard.
<b>Retard lors de la mise à jour des DOE existants suite à l'obtention d'un DOE d'une opération de travaux réalisé par un tiers</b>  Délai d'un mois à partir de la remise du DOE par une entreprise tiers.	Trois cents (300) €HT par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du de l'accord-cadre. Elles sont par ailleurs cumulables.

De surcroît, le Prestataire devra supporter toutes les conséquences dommageables qui résulteraient de l'interruption des services et/ou de l'arrêt des installations de son fait ou liés à une faute de l'un de ses préposés, fournisseur ou sous-traitant.

Les pénalités sont plafonnées, par an, à une valeur maximale de dix pour cent (10%) du montant annuel du marché pour l'année considérée.

Lorsque le cumul des pénalités sur l'année en cours atteint cinq pour cent (5%) du montant annuel du marché pour l'année considérée, le titulaire est convoqué afin d'étudier les modalités de poursuite éventuelle des prestations.

En cas d'atteinte du plafond des pénalités du fait du titulaire, ce qui constitue un manquement grave aux obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans préavis, le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être alloués.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Il est expressément convenu entre les Parties que les pénalités n'ont pas de caractère libératoire.

Les pénalités sont retenues lors du paiement des factures.

Les pénalités pourront être retenues de plein droit, par compensation, si bon semble à l'Acheteur, sur le montant des factures et de la redevance semestrielle ou, plus généralement, sur toute somme qui serait due au Prestataire.

Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

**13.2. Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le RPA constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le Titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, l'Acheteur peut soit appliquer les pénalités ci-dessous, soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Ces pénalités s'élèvent :

- à 45 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de la mise en demeure, fixé par décret en Conseil d'Etat, et confirmé par l'avis de réception;
- au maximum à 10% du montant total du marché ;
- au maximum à 45 000 euros (amende prévue à l'article L8224-1), à 75 000 euros (amende prévue à l'article L8224-2), à 1 000 000 euros (amende prévue à l'article L8224-5).

Elles s'appliquent sur le montant hors taxes du décompte(facture) prévu à l'article 9.2 au présent CCAP.

**ARTICLE 14 – PENALITES, RESILIATION - LITIGES****14.1. Résiliation**

Les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG – FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

**14.2. Litiges**

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

**EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

**ARTICLE 15 – DEROGATIONS**

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 3.1	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 6	Article 30.1	Admission
Article 7	Article 33	Garanties
Article 14.1	Article 14	Pénalités

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.